





LE REGARD DE STEFANIE WALTER

## Brexit : l'UE reste ferme

Dans les négociations du Brexit avec le Royaume-Uni, l'Union européenne (UE) s'est jusqu'à présent montrée intransigente.

Elle avait déjà adopté une attitude similaire à l'égard de la Suisse pour la mise en œuvre de l'initiative sur l'immigration de masse. Pourquoi une telle rigidité ?

La stratégie de l'UE vis-à-vis des Britanniques peut surprendre à première vue, puisque les conséquences économiques d'un « Brexit dur », voire d'une absence d'accord ne seraient pas anodine pour l'Union. Du fait des relations économiques étroites liant le Royaume-Uni aux 27 États membres de l'UE, un Brexit dur provoquerait en effet d'importantes distorsions sur le continent. L'université de Groningue (Pays-Bas) évalue son coût à quelque 2,6 % du produit intérieur brut (PIB) de l'UE27, certainement bien plus encore si les négociations échouent. L'UE a toutefois de bonnes raisons de suivre cette ligne dure. La première tient à l'asymétrie des positions. Même si l'UE a beaucoup à y perdre, les Britanniques souffriraient bien davantage, le coût étant estimé à 12,2 % de leur PIB. Le fait que Londres ait nettement plus à gagner d'une solution négociée que les États membres de l'UE renforce de manière significative le pouvoir de négociation de Bruxelles. Comme les pourparlers sur le Brexit consistent essentiellement pour l'UE à limiter les dégâts, celle-ci joue le mieux possible de cet avantage. Une deuxième raison est le risque de créer un précédent. Si l'UE fait des concessions qui permettent aux Britanniques de continuer à bénéficier des avantages de l'intégration

européenne sans en assumer les obligations, le danger est grand que des appels à une sortie de l'UE trouvent un écho favorable dans d'autres pays. Si les États membres ne sont plus disposés à soutenir les compromis nécessaires à une coopération internationale, l'UE se retrouvera au bord de l'effondrement. Cette possible contagion liée à une attitude trop conciliante dans les pourparlers constitue un risque énorme. Si l'UE veut préserver sa propre cohésion, elle doit rendre le retrait d'un membre aussi peu attrayant que possible. Il n'est donc pas surprenant que la rigueur déployée par l'UE soit largement acceptée dans les autres États membres – non seulement par les 27 gouvernements qui ont défini les grandes lignes de la négociation, mais aussi par une grande partie de la population. Dans une enquête en ligne menée en juin 2018 par l'université de Zurich auprès de plus de 9000 citoyens de l'UE (à l'exclusion du Royaume-Uni), près de la moitié des personnes interrogées appellent la Commission européenne à adopter une ligne plutôt dure ou très dure. Un sondé sur dix seulement dit préférer une ligne plus ouverte aux compromis. On peut dès lors s'attendre à ce que la Commission demeure peu flexible. L'issue des discussions sur le Brexit s'annonce donc incertaine. Entre échec pur et simple et abandon de la procédure de divorce par le gouvernement britannique, tout semble possible à l'heure actuelle.

Stefanie Walter est professeure de relations internationales et d'économie politique, université de Zurich